



Organisation des Nations Unies

Transcription de la conférence de presse ONE UN en RDC, le 27 février 2019 à Kinshasa

La conférence de presse des Nations Unies était animée à partir de Kinshasa par Mathias Gillmann, porte-parole par intérim de la MONUSCO, représentant également l'équipe de pays des Nations Unies ; et à partir de Goma, le Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire de la MONUSCO.

Porte-parole par intérim de de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Bonjour à tous, ravi de vous retrouver pour cette nouvelle conférence de presse des Nations Unies en République démocratique du Congo – bienvenue aux auditrices et auditeurs de Radio Okapi et aux journalistes de Kinshasa et Goma.

J'en profite d'ailleurs pour souhaiter un bon 17^{ème} anniversaire à Radio Okapi. Comme d'habitude, avec nous, depuis Goma, le porte-parole militaire de la MONUSCO, le Commandant Nabil Cherkaoui fera un point sur la situation sécuritaire.

Et à mes côtés, ici à Kinshasa, notre invité est Abdoul Aziz Thioye, le Directeur du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme.

Avant de leur donner la parole, je voudrais partager avec vous quelques informations.

Concernant l'actualité de la MONUSCO, nous voulions vous informer que la situation reste tendue à Kamako.

Une délégation de la MONUSCO a accompagné le Gouverneur du Kasai et d'autres autorités locales sur place hier pour rencontrer des chefs traditionnels et des représentants des communautés et porter un message de calme.

A la suite d'affrontements dimanche, environ 500 personnes se sont rassemblées à proximité de la base temporaire de Kamako, inquiètes de possibles attaques. Les casques bleus marocains ont aussi recueilli trois personnels d'une organisation non gouvernementale.

Nos collègues de l'Unité d'appui à la stabilisation nous indiquent que le lancement officiel d'« Ensemble pour Beni » a lieu en ce moment même à Beni, donc.

Ce projet d'une durée de deux ans concerne environ 620.000 personnes sur trois zones d'intervention. Son objectif est de contribuer à la stabilisation de l'Est de la RDC à travers des interventions dans les piliers du dialogue démocratique, de la relance économique et de la restauration de l'autorité de l'Etat.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Ce projet a été créé dans le cadre de la Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et à la Stabilisation (I4S/ISSSS). Il est financé par le Fond de Cohérence pour la Stabilisation (FCS), à hauteur de 7 millions de dollars.

Au Nord-Kivu, la MONUSCO a remis durant le courant de ce mois de février trois projets d'un montant de 90.000 dollars américains à la prison centrale de Goma et à l'établissement de garde d'Etat et enfant de Goma, EGEE.

Ces projets incluent la formation des détenus sur l'installation des kits solaires dans les habitations, la réhabilitation de quatre pavillons qui avaient été incendiés et la construction des miradors de cet établissement pénitentiaire.

La Section Justice a de son côté soutenu la 2^e audience foraine d'homologation qui a traité 40 dossiers de conflits fonciers – des conflits récurrents dans le territoire de Nyiragongo, au nord de Goma.

La section des Affaires civiles a quant à elle organisé une session de deux jours pour 60 jeunes dont 21 jeunes filles sur la cohabitation pacifique à Kibirizi, et signale que la localité de Kyaghala dispose maintenant d'un éclairage public puisque 30 lampadaires ont été installés dans le cadre de ses Projets à Impact Rapide.

Je vais maintenant passer la parole au porte-parole de la Force à Goma afin qu'il nous fasse le point sur la situation sécuritaire. Nabil, c'est à vous.

Porte-parole militaire de la MONUSCO [Commandant Nabil Cherkaoui] : Dans la quinzaine écoulée, les activités majeures de la Force ont été marquées par la conduite des missions de patrouilles de protection des civils à partir des détachements de réaction rapide ou de contrôles de certaines zones où les groupes armés restent actifs.

Sur le plan opérationnel, les principales informations sur la situation sécuritaire de ces deux dernières semaines dans les différentes provinces se présentent comme suit :

Dans la province de l'Ituri, la Force de la MONUSCO poursuit, de jour et de nuit, ses activités militaires destinées à protéger les civils, neutraliser les éléments des groupes armés actifs dans cette province et à prévenir le développement de la violence. C'est dans ce contexte que des troupes onusiennes effectuent du 5 février au 4 mars 2019 une opération de grande envergure baptisée opération "**Pigeon Blanc (PH-5)**" axée sur des déploiements tactiques et des patrouilles de domination de terrain dans les villages affectés par des actes de violence dus à certaines activités criminelles sporadiques et non structurées de la part de petits groupes armés non contrôlés.

Dans la province du Nord-Kivu, la Force de la MONUSCO continue la traque des éléments négatifs à travers un important dispositif militaire proactif, en ligne avec le mode opératoire adopté par la Force basé sur la flexibilité et la mobilité. C'est dans ce contexte qu'une opération baptisée "Ukarabati" a été menée, du 19 au 23 février 2019, par la Force de la MONUSCO à Nyanzale, ainsi que le déploiement des bases opérationnelles temporaires (SCD) à Katsiru du 9 au 23 février 2019, à cause des récents

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

affrontements entre les cadres du Nyatura CMC et du CNRD dans la région située au sud de Katsiru et de Mweso et qui ont entraîné une détérioration de la situation sécuritaire dans la région.

Dans le territoire de Beni, en plus de supporter les Forces Armées de la République démocratique du Congo (FARDC) dans leur lutte contre les éléments des Forces démocratiques alliées (ADF) qui ont récemment attaqué leurs positions à Masulukwede et Mavivi, la Brigade d'intervention de la Force (FIB) a mené une opération baptisée "Rainbow", du 15 au 20 février 2019, par le déploiement de trois bases opérationnelles temporaires, respectivement dans les régions de Mbau, Ndagi et Rwenzori, pour neutraliser toute présence négative et assurer la liberté de mouvement dans cette région. Au cours de cette opération, une panoplie d'activités militaires a été mise en œuvre, comme la projection de patrouilles robustes de jour et de nuit et la conduite de patrouilles pédestres dans les villages de cette zone.

Simultanément, la Force de la MONUSCO a contribué à faciliter l'action des agences humanitaires en charge de la lutte contre Ebola dans la région de Beni par la sécurisation des déplacements et stationnement des équipes de l'OMS et de leurs partenaires, jour et nuit, dans la région de Boikene et Butembo.

Dans les Kasai, les troupes de la MONUSCO continuent de participer à la sécurisation des camps des personnes refoulées d'Angola, particulièrement dans la localité de Kamako à l'ouest de Tshikapa. Malheureusement, des affrontements ont eu lieu le 24 février 2019. Suite à ces incidents, les troupes onusiennes à Kamako ont établi un périmètre de sécurité pour protéger la population locale ayant pris refuge aux alentours de la base opérationnelle temporaire de Kamako.

Au titre de la coopération civilo-militaire, la Force de la MONUSCO, à travers ses différents contingents, continue d'apporter des aides ciblées en fonction des demandes. En plus des cours d'anglais, d'informatique et de développement des compétences dispensés par le bataillon indien au profit des jeunes afin de s'insérer aisément dans une vie professionnelle, le bataillon tanzanien de la Brigade d'Intervention de la Force a invité le 19 février 2019 à Mavivi les dirigeantes de groupe des femmes de Matembo afin de les former à la culture des légumes dans les jardins potagers et aux petites entreprises que les femmes peuvent faire, comme la couture et le tissage. Dans le même sillage de ces actions humanitaires, le bataillon uruguayen a fourni quotidiennement du 14 au 21 février 2019, de l'eau potable et de la nourriture à plusieurs orphelinats à Goma, tels que Happy Children, Children Voice et Tuluizeni Amour. Aussi, les Forces Spéciales Guatémaltèques ont délivré des magazines, des livres et des bibles au profit des élèves à Sake. Parallèlement, plusieurs campagnes médicales ont été effectuées par la Force de la MONUSCO à titre gracieux par le bataillon ghanéen le 15 et 18 février 2019 à Kinshasa.

De plus, le 18 février 2019 à Beni, on a assisté à la cérémonie de lancement du projet d'éclairage public du village de Nzuma sous le patronage de M. Omar Aboud, chef du bureau de Beni, accompagné du chef d'Etat-Major de la Brigade d'intervention de la Force, un officier du département **Désarmement**,

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Démobilisation, Rapatriement, Réintégration et Réinsertion (DDRRR) et l'officier CIMIC du bataillon tanzanien.

Enfin, malgré la continuité des affrontements entre les groupes armés, la mission de protection par projection obtient des résultats encourageants. Ainsi, durant le mois de février 2019, **354** éléments appartenant à divers groupes armés parmi lesquels, **3** enfants soldats se sont rendus à la MONUSCO. Ils sont actuellement sous la charge du département **DDRRR** de la Mission en vue de leur réinsertion.

En guise de conclusion, la Force de la MONUSCO poursuivra, quoiqu'il en soit, ses missions de protection de la population civile de manière impartiale et rigoureuse ainsi que les opérations de neutralisation des groupes armés qui menacent la sécurité des civils et réduire la menace que font peser tous ceux qui cherchent à déstabiliser la RDC.

Porte-parole par intérim de de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Je vais à présent partager avec vous des informations des Agences, Fonds et Programmes des Nations Unies.

On commence avec un point sur l'épidémie d'Ebola, avec un total de cas qui s'élève à 872 cas confirmés ou probables, dont 548 décès (soit un taux de létalité de 63%).

Avec 59% des nouveaux cas confirmés ces 21 derniers jours, la zone de santé de Katwa reste le principal point chaud de l'épidémie. Comme vous le savez, c'est là qu'un centre de traitement a été incendié dans la nuit de dimanche à lundi.

Par ailleurs, le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, sera en visite la semaine prochaine en République démocratique du Congo, où il devrait rencontrer le Président Félix Tshisekedi à Kinshasa avant de visiter Butembo et Katwa.

Dans un communiqué, il a appelé les donateurs à continuer de soutenir la réponse à l'épidémie d'Ebola. Les besoins s'élèvent à \$148 millions pour tous les partenaires de la riposte et seuls \$10 millions ont été promis jusqu'ici.

Concernant la situation à Yumbi, la communauté humanitaire a élaboré un plan de réponse à la crise estimé à \$20,4 millions sur 9 mois, qui connaît déjà un taux de financement de 22%.

La réponse humanitaire est en cours pour près de 15 000 personnes. Les acteurs humanitaires sont déployés pour lancer les interventions d'urgence sous forme de vivres, abris d'urgence, articles ménagers essentiels, suivis prochainement par des interventions en eau, assainissement et hygiène. Par ailleurs, le Fonds Humanitaire viendra appuyer les interventions afin de renforcer la dimension multisectorielle de la réponse dans les secteurs les plus critiques.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Vu les tensions persistantes entre les communautés impliquées, un travail collectif et en parallèle avec la réponse humanitaire devra se faire dans le domaine du dialogue intercommunautaire et de la cohésion sociale pour réduire les tensions et permettre une meilleure cohabitation.

Afin de créer les conditions pour un retour durable, le plan de réponse à plus long terme met l'accent sur la reconstruction, le rétablissement des moyens de subsistance et la réconciliation.

Je donne maintenant la parole à Abdoul Aziz Thioye, le Directeur du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme.

Directeur du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme [Abdoul Aziz Thioye]: Merci Mathias. Mesdames et Messieurs les journalistes à Kinshasa et à Goma, chers auditeurs de radio Okapi qui nous suivez, bonjour.

Je suis heureux de vous retrouver pour vous présenter les tendances en matière de droits de l'homme en République démocratique du Congo, telles qu'observées par le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme (BCNUDH), en **Janvier 2019**.

En janvier, le BCNUDH a documenté **574 violations** et atteintes aux droits de l'homme sur l'ensemble du territoire de la RDC. Ce nombre reste relativement stable par rapport au mois de décembre où nous avons enregistré 604 violations et le mois de novembre où nous avons enregistré 538 violations. Le mois de janvier a été marqué par l'annonce des résultats des élections présidentielles et législatives nationales et provinciales, qui ont suscité de nombreuses manifestations et violations des droits de l'homme en lien avec les restrictions à l'espace démocratique et aux libertés fondamentales.

Les agents de l'Etat sont responsables de **73 % des violations** que nous avons documentées au mois de janvier– ce qui représente une hausse par rapport au mois précédent. Il s'agit des exécutions extrajudiciaires de 47 personnes, dont au moins 7 femmes. Les **groupes armés** sont responsables de **27 % des violations**. Le nombre d'atteintes par les groupes armés qui était de 157 atteintes a reculé ce mois-ci pour atteindre son niveau le plus bas **depuis juin 2018**. Ces atteintes ont causé un plus grand nombre de morts : nous sommes passés de 47 civils tués en novembre à 71 en décembre et 89 au mois de janvier.

Près de 70 % des violations documentées ont été commises dans les **provinces affectées par les conflits**, avec, comme principaux auteurs, les agents de l'Etat (61 % des violations dans ces provinces, contre 39 % pour les groupes armés). De toutes les parties au conflit, **les militaires des FARDC sont, comme les mois précédents, responsables** de la majorité des violations dans ces provinces (31 %), tandis que les combattants des Nduma Defense of Congo (NDC) sont les principaux auteurs parmi les groupes armés. C'est d'ailleurs le seul groupe armé dont les tendances sont en nette hausse parmi les groupes armés. La province du **Nord-Kivu** demeure, comme toujours, la province la plus affectée (187 violations), suivie du Kasai (62 violations).

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Le nombre de **victimes de violences sexuelles liées au conflit** est de 21 femmes et 1 fille et continue d'être un sujet de préoccupation majeur. Là encore, les militaires des FARDC ainsi que les combattants des APCLS Mapenzi sont les principaux responsables de ces violations, principalement au Nord-Kivu. **30 % des violations** documentées ont été commises dans les **provinces non affectées par les conflits**, dont le tiers (62 %) est attribuable à des agents de la **PNC**. La plupart des violations commises dans ces provinces ont été enregistrées dans les provinces du Haut-Katanga (23 %), Equateur (20 %), Tshopo et Kongo Central (15 % chacune).

En janvier 2019, le BCNUDH a documenté **202 violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales en lien avec l'espace démocratique** sur l'ensemble du territoire, soit un nombre stable par rapport au mois précédent où nous avons enregistré 210 violations. Les principaux auteurs de ces violations demeurent les agents de la PNC (99 violations), suivis des militaires des FARDC (46 violations). Les membres d'organisations de la société civile, y compris des défenseurs des droits de l'homme, continuent d'être visés par ces violations (au moins 62 victimes). Les violations les plus rapportées concernent le droit à la liberté de réunion pacifique (54 violations), suivies notamment d'atteintes au droit à la liberté et à la sécurité de la personne (44 violations) et du droit à la liberté d'opinion et d'expression (34 violations). Nous sommes également très inquiets par le nombre de violations du droit à la vie en lien avec l'espace démocratique, croissant sur les trois derniers mois, passant de 10 en novembre 2018 à 27 en janvier 2019.

L'annonce des résultats électoraux prévue le 6 janvier, repoussée au 10 janvier a généré des rumeurs et des manifestations pacifiques de célébration de victoire. Celles-ci ont été violemment réprimées par les forces de défense et services de sécurité en particulier au Kasai et dans la province de la Tshopo. Il en va de même d'autres manifestations qui ont suivi les résultats annoncés le 10 et contestés par le candidat Martin Fayulu, notamment en Equateur, Haut-Katanga, Kinshasa, Kwilu et Tanganyika.

Mon bureau a documenté 141 violations des droits de l'homme en connexion avec le processus électoral en janvier causant la mort d'au moins 20 personnes, dont trois femmes et trois enfants, 62 autres blessées, dont 14 femmes et 2 enfants, 371 personnes arrêtés arbitrairement, dont au moins 19 femmes et 50 enfants. Les services internet, SMS, ainsi que le signal de certains médias ont pu être restaurés en janvier 2019.

En janvier, le Bureau a continué l'appui aux juridictions militaires et civiles dans le cadre de la lutte contre l'impunité. A notre connaissance, au moins **4 militaires des FARDC** ont été condamnés pour des faits constitutifs de violations des droits de l'homme sur l'ensemble du territoire de la RDC.

Dans le cadre de son **programme de protection**, le BCNUDH a traité **30 cas de menaces et violations** des droits de l'homme affectant **50 personnes**, parmi lesquelles **24 défenseurs des droits de l'homme (dont 1 femme), 14 victimes de violations, 10 journalistes et 2 témoins (dont 1 femme)**, sur l'ensemble du territoire de la RDC.

Le Bureau a également participé ou organisé au moins 15 activités de renforcement de capacités en matière de droits de l'homme, en faveur de plus de 796 personnes, dont au moins 17 % de femmes.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Je vous remercie.

Porte-parole par intérim de de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Merci Abdoul Aziz : il est 11h34 à Kinshasa et nous allons aborder la session des questions et réponses.

Question 1

Papy Okito/ Echo d'opinions (Goma) : Ma question s'adresse à M. Aziz Thioye. Est-ce que toutes ces allégations que vous donnez, ce sont les allégations [documentées lors] du Gouvernement passé ou pendant le nouveau gouvernement ?

Et à savoir, avec ce que le Président avait prédit que désormais il n'y aura plus d'arrestations ou des violations de droits de l'homme, ne craignez-vous pas que votre bureau soit fermé ?

Directeur du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme [Abdoul Aziz Thioye]:

Merci beaucoup Papy. Je parle des tendances du mois de janvier 2019. Le Président Félix Tshisekedi a été installé le 24 janvier, n'est-ce pas. Donc, vous pouvez bien comprendre que ce dont je suis en train de parler concerne la période antérieure à sa prise de service.

Et jusqu'à présent, je ne suis pas certain qu'il y ait un Gouvernement qui est sous son contrôle. Je crois que c'est tout à fait clair, la réponse coule de source, ça tombe sous le sens qu'il s'agit, effectivement, du processus électoral, parce que le processus électoral s'est achevé avec évidemment la confirmation des résultats par la Cour constitutionnelle et par l'installation du nouveau Président. Merci.

Question 2

Symphorien Katumba/ L'Explorateur : J'ai une préoccupation à l'intention de M. Mathias Gillmann. Pour l'instant, il y a un temps mort sur l'agenda de la MONUSCO jusqu'à ce que le Conseil de sécurité puisse définir au mois de mars le mandat de la MONUSCO dans sa globalité. Précisément qu'est-ce que vous faites prioritairement sur le terrain ?

Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Je pense qu'on n'est absolument pas dans un temps mort. Du côté politique, il y a les bons offices qui se poursuivent pour continuer à suivre tout ce qui se concerne l'actualité politique, c'est-à-dire la formation du gouvernement et la conclusion du processus électoral. Je rappelle qu'il n'est pas totalement conclu, puisqu'il y a encore des scrutins qui s'annoncent, notamment à Butembo, à Beni et à Yumbi. Et mon camarade de la Force vous a bien expliqué que les opérations continuent. On travaille dans le cadre du mandat précédent. Il n'y a pas de temps mort entre les deux mandats.

Nous continuons toutes nos activités et ce qui va se passer à New York le 13 mars, - parce que c'est le 13 mars que Mme Zerrougui sera au Conseil de sécurité-, ce qui va se passer va ouvrir une nouvelle ère à partir du 1^{er} avril.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Mais en attendant, nous sommes de toutes façons, guidés dans nos activités, nos activités n'ont absolument pas cessé, par le mandat précédent, qui était déjà très chargé et très ambitieux.

Question 3

Nicaise Muzany/ Afriquecho.ch : Ma question, c'est celle de rappeler à Mathias que vous avez retracé la situation des Nations Unies mais vous n'avez pas fait allusion au voyage que Mme Leila Zerrougui venait d'effectuer en Allemagne, à [Berlin] exactement. Quel était l'objet de ce voyage et son intérêt pour la population congolaise ?

Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Je pourrais vous donner plus d'éléments sur cette visite. Comme vous le savez, l'Allemagne déjà est un membre du Conseil de sécurité et donc c'est intéressant pour nous de consulter avec les pays qui sont actuellement membres non-permanents du Conseil de sécurité, et elle était invitée dans le cadre d'une réflexion justement sur l'avenir du maintien de la paix. Donc, cela concerne effectivement directement les Congolais.

Question 4

Alfred Bukuhi/ L'Emergence (Goma) : Ma question s'adresse à M. Aziz Thioye. A chaque fois que vous présentez votre rapport, le Nord-Kivu est toujours au premier plan. J'aimerais savoir quel mécanisme comptez-vous mettre en œuvre pour que le Nord-Kivu ne puisse plus subir les violations des droits de l'homme à hauteur de 187 cas ?

Directeur du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme [Abdoul Aziz Thioye] : Je crois que vous avez bien raison de mentionner la situation au Nord-Kivu. Je crois que nous avons rappelé à longueur de conférences de presse la situation qui prévalait et qui continue à prévaloir dans la province du Nord-Kivu que j'ai, un moment donné, caricaturé et présenté sous les traits de « la République des groupes armés ». C'est l'endroit où nous trouvons le plus grand nombre de groupes armés actifs en réalité.

Et ce qui se passe aujourd'hui, devrait, je pense alerter tout le monde. Je crois que la nouvelle administration qui sera mise en place par le Président Félix Tshisekedi aura à cœur de prendre à bras-le-corps la situation du Nord-Kivu.

Nous avons aujourd'hui un groupe arme qui est le NDC/ Renommé ainsi que les APCLS Mapenzi qui, aujourd'hui et comme je l'ai démontré, commettent des violations très graves des droits de l'homme. Je veux parler du territoire de Rutshuru, une partie du territoire de Masisi et une partie de Lubero qui est encore très affectée.

Vous avez vu que pour le mois de janvier, le NDC reste le groupe qui a le nombre le plus élevé de [violations], malgré l'accalmie qui a été notée, parce qu'un peu partout on a assisté, à la faveur de l'élection d'un nouveau Président, à une petite accalmie. Certains groupes armés ont choisi peut-être de déposer les armes ou d'observer un peu la situation. Mais globalement, le NDC reste extrêmement actif ainsi que les APCLS et ceci devrait attirer l'attention et apporter des réponses très rapides.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Alors, il y a des allégations de collusion entre ces groupes-là et les FARDC sur lesquelles nous sommes en train de travailler en tant que bureau des droits de l'homme. Effectivement, au niveau de la MONUSCO avec les FARDC, nous travaillons pour s'assurer que ces allégations-là puissent cesser et que les mesures appropriées puissent être prises.

Je crois qu'il y a des actions qui sont en train d'être envisagées, qui sont d'ordre judiciaire mais qui pourraient être aussi d'ordre administratif et sécuritaire et qui sont en train d'être discutées avec l'auditorat militaire mais aussi avec la hiérarchie des FARDC pour s'assurer effectivement que ces groupes-là, qui aujourd'hui s'en prennent aux civils, puissent être mis hors d'état de nuire.

Donc, pour l'instant c'est ce que je peux vous dire mais le travail de collecte d'information participe du plaidoyer en vue justement de réellement mobiliser les énergies et les actions nécessaires au niveau national, pour identifier les voies et moyens d'apporter les solutions appropriées à ces problèmes-là que nous avons notés.

Question 5

Nephtalie Buamutala/ RTGA : J'ai une question pour Mathias Gillmann. Le gouverneur sortant du Nord-Kivu et élu de Lubero a répondu hier à partir de Goma aux propos de Mme Leila Zerrougui sur un éventuel dialogue avec l'ADF. Pour Julien Paluku, l'ADF reste un mouvement terroriste d'où il doit être démantelé, partagez-vous cet avis ?

Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Je pense que ce qui est important et ce que Mme Zerrougui a essayé de dire, c'est que nous sommes en ce moment dans une ère d'opportunité avec certains groupes armés. Certains groupes armés dont certains membres ont manifesté la volonté ou en tout cas la disponibilité de rendre les armes. Et ce que Mme Zerrougui voit à la fois dans la province du Kasai et dans certaines zones de l'est, c'est qu'il y a effectivement certains membres de ces groupes armés qui se disent disposés à rendre les armes. Donc, nous, on souhaite saisir ces opportunités quand elles se présentent.

Il n'en demeure pas moins que ceux qui ne veulent pas rendre les armes feront l'objet, toujours de la part de la Force, - je pense peut-être à ce que Nabil [le porte-parole militaire] a détaillé dans les activités de la Force, c'était assez clair- : les groupes armés qui ne rendent pas les armes font toujours l'objet d'opérations musclées, d'opérations agressives pour faire réduire la menace qu'ils font peser sur les populations.

Directeur du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme [Abdoul Aziz Thioye]:

Je peux faire un petit ajout. Il faut qu'on comprenne une chose : préserver des vies humaines n'a pas de prix. S'il est possible d'engager une discussion avec un groupe armé, quel que soit son statut, pour amener ce groupe à déposer les armes, [cela] permet de préserver des vies humaines puisqu'évidemment, il vaut mieux mettre fin à des attaques contre des civils que de laisser prospérer un groupe qui continue à tuer, violer et piller. En réalité, tout en respectant les principes, parce que les Nations Unies ont des principes qui encadrent l'engagement avec les groupes armés, quelle que soit

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

leur identité, en réalité, c'est de veiller à ce qu'il n'y ait pas de primes à l'impunité. Que les crimes graves qui ont été commis ne puissent pas être passés par pertes et profits.

Dans tous les cas, qu'il y ait des poursuites et que l'établissement des faits et des responsabilités soit [fait] de façon à pouvoir initier les poursuites et mener les sanctions nécessaires en vue aussi de rendre justice aux victimes, c'est extrêmement important. C'est une précision que je tenais à faire. La paix n'a pas de prix. Quelles que soient les préoccupations qu'on peut mettre en avant, il est important de faire cesser les armes le plus rapidement possible et de rétablir la paix dans quel qu'espace du territoire que ça puisse être.

Question 6

Jean-Pierre Nkutu/ Le Phare : J'aimerais que vous puissiez nous rafraîchir la mémoire sur ce qui se passe ces derniers temps à Kamako. Je n'ai pas vraiment assez d'informations sur cette histoire-là.

Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Ce qui nous a été rapporté, c'est qu'il y a eu des affrontements entre les membres de Kamuina Nsapu et une autre communauté locale. Et dans ces affrontements, il y aurait eu effectivement 19, 20 morts. Ce sont des informations qui nous ont été rapportées.

A la suite de cela, comme je vous l'ai dit, il y a à peu près de 500 personnes qui sont venues se rassembler autour de notre base temporaire à Kamako, craignant de nouvelles possibles attaques. Et depuis, la situation est relativement calme et elle reste tendue, mais il n'y a pas eu de nouveaux affrontements à rapporter.

Directeur du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme [Abdoul Aziz Thioye] : Juste ajouter qu'il y a une enquête qui est en cours. Une équipe MONUSCO s'est rendue hier à Kamako pour à la fois rencontrer les autorités, rencontrer les communautés mais aussi s'enquérir de la sécurité autour de la base de la MONUSCO.

Ce qu'il faut retenir, c'est que cette situation, nous l'avions vu venir et nous avions un peu alerté. Il y a une fenêtre d'opportunité, comme Mathias l'a indiqué. L'élection d'un nouveau président offre toujours une fenêtre d'opportunité. Beaucoup de groupes considèrent qu'il n'y a plus lieu de continuer à détenir des armes et à mener des actions de violence et décident de déposer les armes.

Il y a une période de flottement pour prendre en charge et donner des offres à ces groupes-là pour pouvoir prendre en charge cette offre de redditions. Il y a des vagues de redditions qui ont lieu et c'était prévisible. Quand vous avez des groupes qui se rassemblent un peu partout, il y a des types de situations qui se passent qui sont regrettables.

Il y a une enquête qui est en cours qui permettra de déterminer avec précision ce qui s'est réellement passé et pouvoir peut-être faire le point et prendre les mesures appropriées dans ce sens.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Question 7

Blandine Nzovo/ Univers TV : Je reviens sur la situation concernant Ebola. On est aujourd'hui à 872 cas, vous l'avez dit tantôt. Et bientôt, le 31 mars, il est prévu qu'il y ait les élections à Beni et Katwa, je crois que Katwa fait partie aussi des zones où il doit y avoir des élections. Est-ce que vous pensez qu'il y aura effectivement des élections avec l'incendie de ce centre de traitement à Ebola dans cette partie du territoire ?

Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Ecoutez, ce n'est pas à nous de déterminer s'il y aura des élections ou pas. Comme vous le savez, c'est une décision qui est souveraine, qui relève des autorités compétentes.

Ce qui est certain, c'est que l'équipe de pays des Nations Unies et les agences se tiennent prêtes à soutenir le scrutin en termes, on va dire, hygiénique et sanitaire pour faire en sorte que les groupements des populations qui sont liés à un processus électoral n'ouvrent pas la voie à des transmissions.

Pour cela, nous sommes prêts, nous avons des structures qui sont prédisposées et comme vous le savez, nous avons des équipes mobilisées, non seulement les Nations Unies mais surtout le Ministère de la Santé que nous soutenons pour suivre les mouvements des populations.

Si vous vous rendez dans ces zones en ce moment, vous allez voir des gens qui font le screening à l'entrée et à la sortie de la ville. Vous avez tout un ensemble d'équipes qui travaillent au traçage et au contact des personnes qui ont été exposées au virus.

Donc, évidemment, c'est un travail, on va dire, supplémentaire qui aura lieu pendant le scrutin. Mais c'est un travail qu'on est prêt à faire en soutien aux autorités.

Question 8

Victoire Muliwavyo/ Blessing FM & Emergence Plus (Goma) : Ma question [s'adresse] d'abord à M. Aziz Thioye qui a dit que la paix n'a pas de prix. Aujourd'hui où la nuit, il y a eu une nouvelle attaque à Beni (Masulukwede et Mavivi), deux zones auxquelles a fait allusion le Commandant Nabil. Mais la chose la plus étonnante est que la population a voulu prendre refuge dans une des bases de la MONUSCO mais elle s'est vue empêché ou [refusé l'accès]. Alors, je ne sais pas, c'est ce que vous appelez « protection des civils » ou c'est autre chose, parce que c'est la question que la population se pose ?

Porte-parole militaire de la MONUSCO [Commandant Nabil Cherkaoui] : Merci pour cette question. Vous avez absolument raison, hier le 26 février, il y avait une attaque du camp des FARDC à Ndjite dans la région de Mavivi aux alentours de 18 heures. Rapidement, une force de réaction rapide de la Force d'intervention de la Brigade a été déployée à Mavivi pour porter assistance à nos collègues des FARDC. Aussitôt, une deuxième équipe de réaction rapide a été déployée pour porter assistance à la population civile. Donc, à chaque fois qu'il y a une réaction de la Force, il y a aussi une protection à l'extérieur de l'enceinte militaire.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Donc, on installe un périmètre de sécurité pour protéger la population civile. Je réitère que la Force de la MONUSCO lorsqu'elle est informée de n'importe quelle attaque, et dans la mesure du possible de la force de réaction rapide, ils [les casques bleus] sont aussitôt déployés conformément à notre mandat qui est la protection de la population civile et la traque des groupes armés.

Question 9

Caleb Kabanda/ Journaliste indépendant : Ma question s'adresse à Mathias Gillmann. La société civile de Beni, selon ce que nous avons appris est partie à la MONUSCO pour demander qu'elle puisse quitter Beni. Parce que selon son évaluation, la MONUSCO n'arrive pas à sécuriser les civils bien qu'elle chante que sa priorité, c'est la protection des civils. Qu'est-ce que la MONUSCO a répondu à la société civile de Beni ?

Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : J'avoue que je ne suis absolument pas au courant de ce à quoi vous faites référence, donc je suis désolé, je ne peux pas vous répondre dans l'immédiat.

Question 10

Isaac Ngwenza/ Politiquerdc.net : Au mois de décembre 2018, les élections n'ont pas eu lieu dans le territoire de Beni sous prétexte de contamination à l'épidémie Ebola et maintenant avec l'insécurité [causée] des groupes armés, pas plus tard que hier les positions des FARDC ont été attaquées par les ADF, pensez-vous que le mois prochain les élections auront bel et bien lieu dans un climat apaisé à Beni ? Ça c'est d'un côté et de l'autre, je voudrais un peu savoir actuellement vos rapports avec les FARDC, est-ce qu'ils se portent bien parce qu'avec l'ancien régime les relations n'étaient pas au beau fixe, la toute dernière année du mandat de Joseph Kabila ?

Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Sur les rapports avec les FARDC, je vais peut-être laisser mon collègue de la Force militaire répondre. Mais il me semble que j'ai déjà répondu à votre précédente question. La décision de reporter les élections était une décision qui a été prise par les autorités compétentes qui sont toujours les mêmes. Donc, nous, nous sommes guidés par leurs décisions. Ce qui est certain, c'est que nous sommes prêts à soutenir la sécurisation de ce scrutin comme on le fait à Beni depuis qu'on est présent dans la zone et également à prendre en compte la menace Ebola qui reste extrêmement forte dans ce territoire.

Porte-parole militaire de la MONUSCO [Commandant Nabil Cherkaoui] : Comme vous le savez, s'agissant de l'appui de la Force de la MONUSCO aux FARDC, il a été décrit par les résolutions précédentes et confirmé par la résolution actuelle la 2409. Cette résolution demande clairement d'apporter notre soutien aux FARDC dans les opérations avec une condition qui est le respect de la politique de diligence voulue en matière des droits de l'homme. Il y a aussi un arrangement technique d'échange d'information.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Question 11

Jean-Pierre Elali / Radio Okapi : Je voudrais revenir sur la situation à Yumbi. C'est une question que je pose au directeur du Bureau conjoint aux droits de l'homme. Il y a une mission MONUSCO-Bureau conjoint qui s'est rendue dernièrement sur place. [J'aimerais] savoir maintenant quelle est la situation sur le plan humanitaire et peut être sécuritaire aussi.

Deuxièmement, je voudrais savoir si l'enquête qui a été initiée par les FARDC, le Bureau conjoint y a été associé en y apportant son soutien.

Directeur du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme [Abdoul Aziz Thioye]: Je pense que certains parmi vos confrères ont été avec nous à Yumbi et ont pu voir de leurs propres yeux la situation qui règne à Yumbi. Nous y avons déployé une mission d'enquête qui a séjourné durant une dizaine de jours et qui a recueilli des informations. Il s'agissait d'établir les faits un peu plus précis et des informations recueillies sur les allégations au sujet de la situation de violence qui a prévalu dans le territoire de Yumbi.

Nous avons trouvé une ville fantôme, je pense que vos collègues qui ont fait le voyage peuvent en témoigner. Une ville pratiquement à moitié détruite avec toutes les institutions désertées par ses habitants. Comme on le sait, beaucoup étaient dans les îlots à l'intérieur du fleuve ou de l'autre côté de la frontière ou vers d'autres villes telles que Bolobo, Inongo et certains ici à Kinshasa.

La situation est extrêmement sérieuse. Il y a eu d'autres missions qui ont suivi. Une mission d'évaluation dans le cadre de la préparation des élections qui y a été environ une semaine. Nous n'y avons pas pris part, nous, nous avons déjà un rapport d'enquête qui sera rendu public la semaine prochaine. Il est dans le circuit de consultation avec le gouvernement. Il a été envoyé au gouvernement aujourd'hui pour commentaire et le rapport sera rendu public la semaine prochaine.

Les principales conclusions, vous les aurez, évidemment c'est tout ce qu'il y a, une partie de nos conclusions a déjà été rendue publique. C'est concrètement de préciser que nous avons pu confirmer avec précision la mort d'au moins 535 personnes et plus d'une centaine de blessés. Evidemment, on aurait pu augmenter le nombre de chiffres confirmés si nous avions pu avoir accès à certains endroits ou plus de temps pour continuer les investigations.

Un certain nombre de corps aussi ont été emportés par le fleuve, ce qui rendait un peu difficile d'avoir un chiffre au-delà du chiffre initial qui avait été annoncé. Ce qui est évident, c'est que l'attaque était planifiée et organisée. Nos conclusions principales, c'est de dire effectivement, qu'il y a des éléments constitutifs de crime contre l'humanité.

Je suppose que la justice militaire qui a mené une enquête assez exhaustive pourra déterminer l'échelle de responsabilité sur les concepteurs, ceux qui ont participé aux actes préparatoires afin de pouvoir initier des poursuites.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Nous avons offert notre appui, si nécessaire d'avoir une investigation beaucoup plus approfondie parce que nous avons des spécialistes en expertise médico-légale. Une équipe qui est arrivée pour le Kasai mais qui pourrait être mise à profit pour aller regarder dans les fosses, un peu plus en détails, la cause de décès de ces nombreuses personnes qui ont été enterrées dans à la fois les tombes communes et les tombes individuelles que nous avons pu identifier au cours de la mission d'enquête. Merci.

Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Merci à tous pour votre participation. On se retrouve dans deux semaines, le mercredi 13 mars, bonne après-midi à tous.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28